



Rapport Financier Semestriel

30 juin 2011

Keyrus

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.319.467,50 €
SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET
400 149 647 RCS NANTERRE

SOMMAIRE

I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2011

II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2011

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2011

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Faits marquants de la période

Le Groupe **Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2011 de 66,2 M€, en progression de 12,6%. Cette croissance, supérieure à celle du marché, est principalement tirée par les activités Grands Comptes qui progressent de 15,3%, de façon équivalente en France et à l'international mais bénéficie également de la reprise d'une stratégie de croissance pour les activités Mid-Market qui progressent de 6,5%.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 46,7 M€
- Mid Market : 19,5 M€

3. Résultats

Le résultat opérationnel du premier semestre 2011 s'élève à 2,3M€, en progression de 0,5M€ par rapport au premier semestre 2010 (+ 1,8M€). Ce résultat bénéficie d'éléments non récurrents globalement positifs à hauteur de 0,5M€. Le résultat opérationnel courant se maintient au même niveau qu'au premier semestre 2010, conformément à nos anticipations, en raison des nombreux investissements effectués pour mettre en place notre projet d'entreprise à moyen terme, et principalement dans l'élargissement du portefeuille de services au conseil en management et en marketing digital.

Le non récurrent bénéficie du produit de la cession partielle et d'un échange de titres d'une participation non consolidée dans la société IKOS, SSII spécialisée en R&D externalisée et incubée depuis sa création en 2006 dans les locaux de Keyrus SA.

Le coût de l'endettement financier est une charge de 0,3 M€ contre une charge de 0,4 M€ au premier semestre 2010. Le résultat financier intègre également d'autres charges financières (pertes de change et frais) pour 0,2M€.

Le résultat net de 1,3 M€ intègre donc un résultat financier de (0,5) M€ et également une charge d'impôt de (0,5) M€ comprenant la CVAE.

Le résultat net par action (dilué) ressort à 7,1 centimes par action contre 4 centimes au premier semestre 2010.

4. Flux de trésorerie

La trésorerie s'élève à 10,4 M€ au 30 juin 2011 en baisse de 4,5 M€ par rapport au 31 décembre 2010, résultat d'opérations d'investissement à hauteur de 0,9M€ mais surtout de

l'augmentation du besoin en fonds de roulement d'exploitation de 3,3M€ en raison de la croissance de l'activité mais également d'une dégradation du DSO.

L'endettement financier brut est resté quasiment inchangé.

Par ailleurs, l'endettement net du groupe au 30 juin 2011 s'élève à 5,4 M€ en augmentation de 4,6 M€ par rapport au 31 décembre 2010.

5. Bilan

Les actifs non courants, constitués en grande partie par le goodwill (36 M€) ressortent à 44,5 M€ au 30 juin 2011 contre 43,8 M€ au 31 décembre 2010. L'augmentation est principalement due aux effets de change sur le goodwill et à quelques investissements en matériels et logiciels informatiques.

Les actifs courants s'élèvent à 68,7 M€ contre 66,9M€ au 31 décembre 2010, l'augmentation étant principalement liée à la hausse du poste client de 4,1 M€, le poste trésorerie variant de (4,5) M€ au 30 juin 2011 pour atteindre le niveau de 10,4 M€, comme expliqué plus haut.

Les capitaux propres consolidés augmentent à 30,5 M€ au 30 juin 2011 contre 29,3 M€ au 31 décembre 2010.

Les passifs courants s'élèvent à 64,0M€ au 30 juin 2011 contre 62,8M€ au 31 décembre 2010.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

7. Evènements postérieurs

Pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 4 du document de référence 2010 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 20 juin 2011 sous le numéro D.11-0599.

- **Risques Clients**

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 3,7 M€. Cette provision a été déterminée par référence à des statistiques historiques passées.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance. La totalité des créances est à moins d'un an.

- **Risque de crédit**

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

Le contexte économique général actuel très instable n'a pas pour l'instant eu d'impact sur le niveau de la demande de service dans les domaines qui sont les nôtres. Dans ce contexte, le Groupe **Keyrus** est vigilant sur l'évolution de la demande et reste focalisé sur l'exécution de sa mission – aider ses clients à donner à l'ensemble de leurs collaborateurs les informations et la motivation pour développer leur entreprise - en poursuivant un bon équilibre entre l'ambition de faire émerger une marque forte à moyen/long terme et l'objectif de progression continue de ses résultats.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2011

KEYRUS

I. — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2011 6 mois	30/06/2010 6 mois	31/12/2010 12 mois
Chiffre d'affaires	5	66 225	58 834	119 739
Autres produits de l'activité	6	147	191	161
Total produits des activités ordinaires		66 372	59 025	119 900
Achats consommés		-24 298	-21 755	-46 162
Charges de personnel	7	-39 721	-34 367	-65 507
Impôts et taxes		-765	-622	-1 237
Dotations aux Amortissements	13	-739	-905	-1 300
Reprises de provision & Pertes de valeur		956	977	-766
Autres produits et charges opérationnels		-6	-353	-317
Résultat Opérationnel Courant		1 799	2 000	4 610
Autres produits et charges opérationnels	8	523	-192	-434
Résultat Opérationnel		2 322	1 808	4 177
Coût de l'endettement financier net	9	-307	-352	-489
Autres produits et charges financiers	9	-165	-22	-442
Résultat avant impôt		1 850	1 434	3 246
Impôts sur le résultat	10	-539	-398	-523
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		1 311	1 036	2 722
Dont:				
Part du Groupe		1 323	1 022	2 687
Part des minoritaires		-12	14	35
Résultat par action		0,08	0,06	0,16
Résultat dilué par action		0,07	0,04	0,15

II. — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011 6 mois	30/06/2010 6 mois	31/12/2010 12 mois
Résultat net	1 311	1 036	2 722
Ecart de conversion	-329	1 096	869
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	65	-42	101
Impôts sur les autres éléments du résultat global	60	-108	-86
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	-204	946	885
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 107	1 982	3 607
<i>Dont part du Groupe</i>	1 121	1 965	3 568
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	-14	17	39

III. — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€	
		30/06/2011	31/12/2010
Goodwill	12	35 807	35 852
Immobilisations Incorporelles	13	733	695
Immobilisations Corporelles	13	2 846	2 976
Actifs financiers non courants	14	2 452	1 868
Impôts différés actifs	10	2 534	2 382
Total Actif Non Courant		44 372	43 773
Stocks et en cours	15	24	52
Créances clients et autres débiteurs	16	58 224	51 939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	10 431	14 931
Total Actif Courant		68 679	66 922
Total de l'actif		113 051	110 695

PASSIF	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Capital	18	4 241	4 191
Primes d'émission		20 942	20 942
Réserves consolidées		4 011	1 452
Résultat consolidé		1 323	2 687
Capitaux Propres Part du Groupe		30 518	29 272
Intérêts minoritaires		73	75
Total des capitaux propres		30 591	29 347
Provisions	19	7 572	7 577
Passif financiers	20	10 887	10 972
Impôts différés passifs	10		
Total Passif Non Courant		18 459	18 549
Passifs financiers	20	4 971	4 731
Provisions	19	762	1 297
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	21	15 069	18 856
Dettes fiscales et sociales	21	26 643	22 238
Autres passifs	21	16 555	15 678
Total Passif Courant		64 001	62 799
Total du passif		113 051	110 695

IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Résultat net	1 311	1 036	2 722
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	1	27	16
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	146	236	2 019
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	120	65	272
Plus et moins-values de cession	-450	-20	-36
Quote-part de résultat liée aux SME			
Résultat de dilution			
Elim. des autres charges et produits calculés	168	203	414
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 296	1 547	5 408
Coût de l'endettement financier net	307	352	518
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	539	398	523
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	2 141	2 297	6 449
Impôts versé	-583	-390	-586
Variation du BFR	-4 844	-273	3 668
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-3 286	1 634	9 530
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-638	-585	-1 545
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		63	66
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			-307
Encaissements liés aux cessions titres consolidés			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-95	-187	-60
Incidence des variations de périmètre	-215	-1 224	-1 692
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-947	-1 933	-3 538
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Rachats et reventes d'actions propres	-15	24	7
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-1 455	-1 339	-7 485
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	1 451	1 231	6 271
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-226	-422	-1 071
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-245	-507	-2 278
Incidence des variations des cours des devises	-25	84	133
Variation de trésorerie	-4 503	-722	3 846
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	14 925	11 079	11 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture	10 423	10 357	14 925

V — Variation des capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2009	4 191	20 942	-637	-6	1 502	25 991	36	26 027
Affectation résultat & reclassement			1 502		-1 502			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			239	642		881	4	885
Résultat 2010					2 687	2 687	35	2 722
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			239	642	2 687	3 568	39	3 607
Augmentation de capital								
Stocks options			272			272		272
Variation de l'auto détention			7			7		7
Variation de périmètre								
Autres			-566			-566		-566
Solde au 31/12/2010	4 191	20 942	816	636	2 687	29 272	75	29 347
Affectation résultat & reclassement	51		2 636		-2 687			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			43	-245		-202	-2	-204
Résultat 2011					1 323	1 323	-12	1 311
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			43	-245	1 323	1 121	-14	1 107
Augmentation de capital								
Actions gratuites			120			120		120
Variation de l'auto détention			-15			-15		-15
Variation de périmètre			20			20	12	33
Autres								
Solde au 30/06/2011	4 241	20 942	3 620	390	1 323	30 518	73	30 591

VI — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2011 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 14 septembre 2011 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2011.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels de Keyrus et de ses filiales (ci après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2011 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2011. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe Keyrus dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Amendements et Interprétations entrant en vigueur en 2011

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2011 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- Amendements à IFRIC 14 : Paiements anticipés des exigences de financement minimal ;
- Amendement IFRS 1 : Exemptions relatives aux informations à fournir au titres de IFRS 7 ;
- IAS 24R : informations relatives aux parties liées ;
- Amendements à IAS 32 : Instruments financiers : informations à fournir et présentation;
- IFRIC 19 : Extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

À la date d'arrêté des présents états financiers, les nouveaux textes et les interprétations suivantes étaient émis mais non encore homologués par l'Union Européenne :

- - IFRS 7, Transferts d'actifs financiers ;

- - IAS 12, Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- - IFRS 9, Instruments financiers ;
- - IFRS 10, États financiers consolidés ;
- - IFRS 11, Partenariats ;
- - IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ;
- - IFRS 13, Évaluation à juste valeur ;
- - IAS 27 révisée, États financiers individuels ;
- - IAS 28 révisée, Participations dans les entreprises associées et des co-entreprises.

Keyrus mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) *Méthodes de consolidation* :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : Ils sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis. Les cessions au profit des intérêts minoritaires donnent lieu à dégagement de profits ou pertes que le Groupe comptabilise au compte de résultat. Les acquisitions de titres auprès des intérêts minoritaires génèrent un goodwill. Ce goodwill représente la différence entre le prix payé et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable des actifs nets. Par assimilation au traitement retenu pour la cession, l'ouverture de capital réservée à des intérêts minoritaires sans changement de méthode de consolidation génère un profit de dilution qui sera comptabilisé dans les autres produits.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwills et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles** : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux

de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwills) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwills représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwills comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et

de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidées. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** : En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ;
- La méthode dite du corridor n'est pas appliquée. Les écarts actuariels sont comptabilisés en charge de personnel.

Le traitement comptable des options de souscription ou d'achats d'actions attribuées aux salariés est décrit dans la note 1 paragraphe 22 ci-après.

13) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) **Instruments hybrides** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

15) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

16) **Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation". Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

17) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels

des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

18) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation. En application de la norme IAS 11, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs contrats de construction selon la méthode de l'avancement. La méthode à l'avancement est fondée sur des indicateurs de développement du projet liés au nombre d'heures ou aux coûts encourus sur les coûts totaux réestimés périodiquement projet par projet. Dès lors qu'un dépassement des coûts totaux prévisionnels sur la facturation prévue apparaît, il est constitué une provision pour perte à terminaison.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

19) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation.

Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

20) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

21) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

22) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Païement fondé sur des actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux administrateurs ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la

norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

23) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général qui prennent collégialement les décisions stratégiques.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

24) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

25) **Politique de gestion des risques financiers**

En matière de risque de change environ 87% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux variable. Le Groupe a procédé à une couverture partielle qui est décrite dans les notes 20 & 22.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

Pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La Direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés semestriels ont été établis en tenant compte des paramètres financiers et de marché disponibles à la date de clôture. Notre approche de la valorisation des actifs (tels que les créances clients et les impôts différés actifs) et des passifs est donc restée inchangée. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse des évolutions de marché modestes dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Note 4. – Evolution du périmètre de consolidation

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- Réorganisation du périmètre Belge, la société Keyrus Benelux a fait l'objet d'une fusion au sein de Keyrus Belgium
- Entrée dans le périmètre de consolidation de Keyrus Limited, basée à Hong Kong.
- Acquisition par Absys Cyborg de la société SSIN.

Les principales modifications intervenues au cours de l'année 2010 dans le périmètre de consolidation résultaient des événements suivants :

- Création en mai 2010 de la société Keyrus Management. Cette société, filiale de Keyrus SA, est une société à capital variable dans laquelle le pourcentage de détention de la société Keyrus SA ne pourra être inférieur à 51%. Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont de 100%.
- Création des sociétés Keyrus Hong Kong & Keyrus Shanghai respectivement le 10 juin 2010 et le 6 janvier 2011.
- Restructuration en juillet 2010 de la société Equinoxes (anciennement Absys-Cyborg Tunisie) – Cette société est détenue dorénavant par la société Keyrus SA à 100%. Cette opération juridique vise à aligner l'organigramme du Groupe sur le flux des affaires.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom au 30/06/2011	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Absys-Cyborg Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Management	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Biopharma Belgium	Lane - Bruxelles	31 décembre	75%	75%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Israël	Raanana - Israël	31 décembre	70%	70%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Benelux	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Espagne (Etica Software)	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus do Brazil (Etica Do Brazil)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Maurice	Ile Maurice	31 mars	100%	100%	01/01/11 - 30/06/2011
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	01/01/11 - 30/06/2011

Pour les filiales présentant des dates de clôture décalées, des états financiers intermédiaires sont établis au 30 juin pour les besoins de la consolidation.

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général et le Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Middle Market (MM)

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- de la « marge opérationnelle » telle que définie en note 1 §19. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Middle Market.

en Milliers €	Au 30 juin 2011			Au 30 juin 2010			Au 31 décembre 2010		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	46 746	19 479	66 225	40 542	18 292	58 834	83 814	35 925	119 739
Ventes inter- activité			0			0			0
Total produits des opérations se poursuivant	46 746	19 479	66 225	40 542	18 292	58 834	83 814	35 925	119 739
Résultat Opérationnel Courant	809	991	1 799	767	1 234	2 000	2 204	2 406	4 610
Autres produits et charges opérationnels	523		523	-185	-7	-192	-208	-226	-434
Résultat Opérationnel	1 332	991	2 322	582	1 226	1 808	1 997	2 180	4 177

en Milliers €	Au 30 juin 2011			Au 30 juin 2010			Au 31 décembre 2010		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Bilan :									
Actifs									
Goodwills	24 009	11 798	35 807	24 510	11 556	36 065	24 296	11 556	35 852
Immobilisations nettes	2 776	804	3 579	2 756	600	3 356	2 812	858	3 671
Dépréciations d'actifs passées en résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs sectoriels	44 763	13 485	58 248	37 042	12 420	49 462	35 586	16 404	51 991
Autres Actifs	5 808	9 609	15 417	7 148	6 569	13 717	11 914	7 268	19 182
Total des actifs consolidés	77 356	35 695	113 051	71 456	31 145	102 601	74 609	36 086	110 695

La décomposition géographique du chiffre d'affaires se décline comme suit :

En % du chiffre d'affaires	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
France	68%	70%	69%
Europe Zone Euro hors France	19%	17%	18%
Autres	13%	13%	13%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%

Note 6 – Autres produits de l'activité

Les autres produits sont principalement composés de remboursement d'assurance et d'annulation de charges d'exploitation au titre des exercices antérieurs.

Note 7 – Charges de personnel

en milliers d'€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Salaires et traitements	27 873	24 488	46 396
Charges sociales	11 700	9 759	18 730
Engagement retraite	28	56	109
Rémunérations payées en actions	120	65	272
TOTAL	39 721	34 367	65 507

Sur le premier semestre 2011, un crédit d'impôt recherche d'un montant net d'honoraires de 850 k€ a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Au cours de l'exercice 2010, Keyrus et sa filiale Absys Cyborg ont bénéficié d'un crédit d'impôt recherche pour un montant net d'honoraires et de coûts d'actualisation de 3,9M€. Ce montant a été comptabilisé en minoration des charges de personnel, le solde étant venu minorer les autres charges externes.

Effectifs	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Cadres	1 143	1 046	1 061
Non cadres	168	150	141
Total effectif	1 311	1 196	1 202

Les effectifs présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Charges de réorganisation	-188	-170	-540
Résultat de cession d'actif	957	-13	
Transfert Siège Social			
Autres	-247	-10	106
Autres produits et charges opérationnels	523	-192	-434

Les charges de réorganisation concernent principalement Keyrus France.

Le Résultat de cession d'actif provient du produit de la cession partielle et d'un échange de titres d'une participation non consolidée dans la société IKOS, SSII spécialisée en R&D externalisée et incubée depuis sa création en 2006 dans les locaux de Keyrus SA.

Note 9 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Intérêts et autres produits financiers	3	2	41
Reprises sur provisions financières			-
Autres produits financiers			-
Total produits financiers	3	2	41
Intérêts et charges assimilées	310	354	530
Autres charges financières			-
Total Charges financières	310	354	530
Coût de l'endettement financier net	-307	-352	-489

en milliers d'€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Gains de change	68	220	374
Autres produits financiers	44	1	-
Total produits financiers	113	221	374
Perte de change	103		226
Autres charges financières	174	243	590
Total Charges financières	278	243	816
Autres produits et charges financiers	-165	-22	-442

Note 10 – Impôts

Analyse de la charge d'impôts

En milliers d'€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Impôt exigible (charge)	596	497	-1 251
Impôt différé (produit +/- Charge -)	-57	-99	727
Charges d'impôt net	539	398	-523

La charge d'impôts exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0,4 M€ au 30 juin 2011 (0,4 M€ au 30 juin 2010 et 0,8 M€ au 31 décembre 200)

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2009
Résultat avant impôts	1 850	1 434	1 454
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	617	478	485
Rapprochement :			
Différences permanentes	-148	124	-2 280
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs			
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	-225	-492	1 601
Impact du report variable			140
Effet des différence de taux d'imposition	33	29	-27
Avoir fiscaux et crédit d'impôt	264	260	-33
Autres	-2		54
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	539	398	-58
Taux effectif d'impôt	29,12%	27,72%	-4,02%

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale composée de la société Absys Cyborg depuis le 01/01/01. Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société et la société tête de groupe sont régies par une convention dont le principe général est le suivant :

Toutes les dispositions de la présente convention ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, celle-ci se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Note 11 – Paiement fondé sur des actions (plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions) et plans d'actions gratuites

Le groupe attribue à ses salariés des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et pour la première fois en 2008 des plans d'actions gratuites. Les règles applicables peuvent être différentes en fonction des plans. La période d'exercice varie selon les bénéficiaires. Les stock-options peuvent être exercées soit dès qu'elles sont acquises, soit après une période de présence. Quelle que soit la durée de la période d'exercice, les stock-options ne pourront être exercées au-delà de 5 ans après la date d'octroi. Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait uniquement sous forme d'action.

Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 et les stock-options dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent donc pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

Les plans couverts par cette norme et l'évolution du nombre de stock-options donnant lieu à la reconnaissance d'une charge sont les plans d'actions gratuites 2008, 2009, 2010 et 2011. Au 30 juin 2011, cette charge s'élève à 120 k€ (65k€ au 30 juin 2010).

Note 12– Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2010	35 091
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	761
Au 31 décembre 2010	35 852
Acquisitions	243
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	-287
Au 30 juin 2011	35 807
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2010	
Dotation de l'exercice	
Au 31 décembre 2010	
Dotation de l'exercice	
Au 30 juin 2011	
Montant net comptable au 30 juin 2011	35 807
Au 31 décembre 2010	35 852

Les autres variations d'ajustement au 30 juin 2011 concernent uniquement des écarts de conversion.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2011	31/12/2010
Grands Comptes	24 006	24 296
Middle Market	11 801	11 556
TOTAL	35 807	35 091

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2011, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Les tests de valorisation seront effectués lors de l'arrêté annuel des comptes.

Note 13 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions , brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2010	1 286	1 278	2 564	8 500	8 500
Acquisitions	29	559	588	2 202	2 202
Cessions	-428	-208	-636	-2 245	-2 245
Variation de périmètre					
Ecart de change	5	28	33	108	108
Reclassement		82	82	245	245
Au 1er janvier 2011	892	1 740	2 632	8 810	8 810
Acquisitions	15	202	217	473	473
Cessions				-82	-82
Variation de périmètre	15		15	108	108
Ecart de change	-4	-4	-8	-27	-27
Reclassement		-44	-44		
Au 30 juin 2011	918	1 894	2 812	9 282	9 282
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2010	859	1 058	1 918	6 172	6 172
Charge d'amortissement de l'exercice	166	126	292	1 008	1 008
Dépréciations					
Cessions	-297	-77	-373	-1 645	-1 645
Variation de périmètre	3	16	18		
Ecart de change et reclassement		82	82	300	300
Au 1er janvier 2011	732	1 205	1 937	5 835	5 835
Charge d'amortissement de l'exercice	52	89	140	598	598
Dépréciations					
Cessions				-75	-75
Variation de périmètre	6		6	92	92
Ecart de change et reclassement	-2	-3	-5	-14	-14
Au 30 juin 2011	787	1 291	2 078	6 437	6 437
Montant net :					
Au 30 juin 2011	131	603	733	2 845	2 845
Au 31 décembre 2010	160	535	695	2 976	2 976

Note 14 – Actifs financiers

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2010	1 980	111	1 868
Augmentation	139		139
Remboursement	-16		-16
Variation de périmètre	457		457
Reclassement et Autres variations	4		4
Solde au 30/06/2011	2 564	111	2 452

En milliers d'€	30/06/2011	31/12/2010
Dépôt de garantie et prêts	1 925	1 857
Titres de participations non consolidées	468	
Autres créances part à plus d'un an	60	11
TOTAL	2 452	1 868

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 15 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
Marchandises	35	65
Ecart de conversion		-2
Total au coût	35	63
Dépréciation à l'ouverture	11	54
Augmentation		
Diminution		-47
Ecart de conversion		4
Dépréciation à la clôture	11	11
TOTAL NET	24	52

Note 16 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
Créances clients	45 015	40 910
Dépréciation sur créances clients	-3 719	-3 926
Montant net des créances clients	41 295	36 984
Autres débiteurs nets	11 017	9 486
Charges constatées d' avance	5 912	5 468
TOTAL	58 224	51 939

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
Echéances		
Non échues	31 987	29 130
Entre 0 et 30 jours	3 501	4 041
Entre 31 et 60 jours	2 186	2 367
Entre 61 et 90 jours	2 250	1 579
Plus de 90 jours	5 091	3 793
TOTAL	45 015	40 910

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 3.719K€ (3.926 K€ en 2010). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Les autres débiteurs nets comprennent la créance actualisée du crédit d'impôt recherche d'un montant de 5,7 M€. Le classement de cette créance à moins d'un an se justifie par sa cession dans le courant du mois de juillet 2011.

Note 17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2011	31/12/2010
Equivalents de trésorerie	5 888	3 996
Disponibilités	4 543	10 935
TOTAL	10 431	14 931

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend :

RUBRIQUES	30/06/2011	31/12/2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 431	14 931
Découverts bancaires	-7	-6
Trésorerie du tableau des flux	10 424	14 925

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 18 - Capitaux propres

Capital

	30/06/2011	31/12/2010
<u>Capital Autorisé (en milliers d'euros)</u>		
17.277.870 Actions ordinaires d'un montant nominal de 0,25€	4 319	4 269
<u>Capital souscrit, appelé et versé (en nombre d'actions)</u>		
<i>A l'ouverture de l'exercice</i>	16 617 494	16 608 059
Emises suite à l'exercice de BSAAR	0	226
Emises contre trésorerie	0	0
Emission d'actions nouvelles	203 500	
Rachat ou vente d'actions propres	-9 088	9 209
<i>A la clôture de l'exercice</i>	16 811 906	16 617 494

La Société a une seule classe d'actions ordinaires donnant tout droit aux mêmes dividendes.

Réserve de conversion

La variation de la réserve de conversion de -245 K€ (+642 K€ en 2010) correspond principalement aux variations du dollar canadien, du réal brésilien et du franc suisse par rapport à l'euro.

Actions auto-détenues

	Nombre de Titres	En Milliers d'Euros
<u>Au 1er janvier 2010</u>	466 311	438
Acquisitions	387 907	501
Cessions	-397 342	-479
<u>Au 1er janvier 2011</u>	456 876	459
Acquisitions	214 485	371
Cessions	-205 397	-321
<u>Au 30 Juin 2011</u>	465 964	509

Note 19 – Provisions

En milliers d'€	31/12/ 2010	Variation de périmètre	Effet de l'écart de change	Dotation	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	Reclasseme nt	30/06/ 2011
Provisions pour risques & charges	7 006		-13	108	-19		-182	6 900
Provisions pour engagement retraite	571	73		28				672
Provisions non courantes	7 577	73	-13	136	-19		-182	7 572
Provisions pour risques				240	-394		182	28
Provisions pour charges	1 297		-6		-556			735
Provisions courantes	1 297		-6	240	-950		182	762

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement :

- Provisions pour litiges sociaux et prud'homaux : 1.974 K€
- Provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 2.834 K€
- Autres provisions pour risques & charges : 2.079 K€
- Provision pour engagement de retraite : 672 K€

Les provisions pour garantie sont calculées sur les bases de données statistiques ou sur notre meilleure estimation fondée sur l'expérience acquise. Ces provisions et leur variation sont comptabilisées en coût des ventes soit au moment de la reconnaissance du revenu, soit dans le cadre de la comptabilisation des résultats à l'avancement. Les montants des coûts et pénalités qui seront finalement payés peut différer sensiblement des montants initialement provisionnés et pourra donc avoir un effet significatif sur les résultats futurs. Le montant de la provision comptabilisée au 30 juin 2011 est identique à celui au 31 décembre 2010, aucun élément nouveau n'ayant conduit la direction à réviser les hypothèses. Le calcul statistique sera mis à jour au 31 décembre 2011.

Note 20. – Passifs financiers

RUBRIQUES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	15 851	4 964	10 887	
Dettes sur immobilisation en location financement				
Découvert bancaires	7	7		
Comptes courants factor				
Autres				
TOTAL DETTES FINANCIERES	15 858	4 971	10 887	

RUBRIQUES	31/12/2010	Ecart de conv. et autres variations	Augmentation	Remboursement	30/06/2010
Emprunts bancaires	14 565	161	1 451	-1 458	14 720
Dettes sur immobilisation	1 131				1 131
Découverts bancaires	6		1		7
Comptes courants factor					
Autres					
TOTAL DETTES FINANCIERES	15 703	161	1 452	-1 458	15 858

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 14.720 K€ (contre 14.565K€ à fin 2010) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Afin de minimiser son risque de taux, le Groupe a procédé à une couverture partielle (8,8 M€) de son endettement. Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux.

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Le Groupe a souscrit des emprunts bancaires dont les conditions financières sont présentées ci-après :

- BANQUE PALATINE : emprunt bancaire en date du 8 octobre 2010 pour un montant de 3 M€:
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + 1,3%
 - Ratios financiers
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations
- OBSAAR : Les conditions financières sont présentées ci-après :
 - Montant : 13000 000 €
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Amortissement des obligations : 5 tranches annuelles égales à partir du 12 août 2010
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois – 1,26%
 - Ratios financiers :
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3,5 au 31 décembre 2008 puis inférieur à 3 sur la durée des obligations
 - EBITDA est à comprendre comme l'EBITDA consolidé correspondant au résultat opérationnel courant augmenté des dotations (nettes des reprises) aux amortissements et provisions et des impacts IFRS liés aux rémunérations payées en actions pour la partie des charges ne donnant pas lieu à décaissement.

- BNP :
 - Solde au 30 juin 2011 : 1,4 M€
 - Tirage sur 5 ans sous forme de billet sur 6 mois au maximum
 - Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette
 - Taux d'intérêt EURIBOR + 0,5%
 - Commission de confirmation de 0,25%
 - Ratios financiers :
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur ou égal à 0,7 sur la durée du concours.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'excédent brut d'exploitation consolidé demeure inférieur ou égal à 3 sur la durée du concours.
- ETICA (filiale du LCL) :
 - Montant : 0,4 M€
 - Durée de l'opération : 3 ans à compter juin 2010
 - Nature : matériel informatique relatif à l'offre CLOUD COMPUTING
 - Remboursement mensuel de K€ 12
 - Ratios financiers : aucun ratio financier n'est associé à ce financement
- FACTUM FINANCE :
 - Montant : 0,6 M€
 - Durée de l'opération : 3 ans à compter du 26 octobre 2010
 - Nature : matériel informatique
 - Remboursement mensuel de K€ 16
 - Ratios financiers : aucun ratio financier n'est associé à ce financement

Les covenants financiers sont calculés annuellement et la société n'a pas d'engagement vis-à-vis des banques au 30 juin 2011.

Compte tenu de l'encours financier des passifs financiers à taux variable, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 65 K€.

Note 21. – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2011	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2010
Provisions à court terme	762	762		1 297
Fournisseurs et comptes rattachés	15 069	15 069		18 856
Avances et acomptes reçus				
Dettes fiscales et sociales	26 643	26 643		22 238
Dettes sur immobilisations	1 521	1 521		1 721
Autres dettes *	2 305	2 038	267	1 394
Produits constatés d'avance	12 729	12 729		12 562
TOTAL	59 030	58 764	267	58 068

* Les autres dettes incluent, au 30 juin 2011, la juste valeur de l'instrument de couverture pour 347K€ mentionné au point 22. La part à moins d'un an est de 182K€ (En 2010, 227K€)

Note 22 - Juste valeur des Instruments financiers au bilan

En milliers d'euros						
30/06/2011	Juste valeur par résultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courant		2 452			2 452	2 452
Clients		41 295			41 295	41 295
Autres débiteurs		16 929			16 929	16 929
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 431				10 431	10 431
ACTIFS FINANCIERS	10 431	60 677			71 108	71 108
Emprunt obligataires (y compris la part à moins d'un an)			10 104		10 104	10 104
Autres passifs long terme (y compris la part à moins d'un an)						
Fournisseurs			15 069		15 069	15 069
Autres créiteurs			16 208		16 208	16 208
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture de flux)				347	347	347
Concours bancaires courants			7		7	7
PASSIFS FINANCIERS			41 388	347	41 735	41 735

Note 23 – Instruments dilutifs

Plan d'achat et souscription d'actions

Tous les plans passés sont arrivés à échéance au plus tard dans le courant de l'année 2010, à l'exception des Bons de souscription et acquisition d'actions remboursables liés à l'opération de 2008 :

Bons de Souscription et Acquisition et d'Actions Remboursables

	BSAAR 2008
Date de l'assemblée	27/06/2008
Date du conseil d'administration	27/06/2008
Nombre de bons autorisés	5 486 000
Nombre de bons attribués	5 415 104
Nombre de bons caducs au 30/06/2010	0
Nombre de bons exercés	0
Nombre de bons exerçables au 30/06/2010	0
Nombre total d'actions souscrites	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	5 415 104
Dont dirigeants	4 867 981
Nombre de personnes concernées	59
Dont dirigeants	1
	A tout moment
	à partir du
Date d'exercice des bons	12/08/2010
	jusqu'au
	12/08/2014
Date d'expiration des bons	12/08/2014
Prix d'acquisition par bon	0,20 €
Prix de souscription par action	1,80 €

Actions gratuites

L'assemblée générale du 27 juin 2008 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société. Lors du Conseil d'administration du 30 mars 2009, deux plans d'actions ont été arrêtés et portent respectivement sur 107.500 et 101.000 actions gratuites. Les bénéficiaires de ces deux plans deviendront actionnaires de la société au terme d'une période d'acquisition de deux ans, soit le 29 mars 2011. Au premier semestre 2011, 203.500 actions ont finalement été émises au titre de ces plans.

L'assemblée générale du 26 juin 2009 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société. Lors du Conseil d'administration du 23 mars 2010, deux plans d'actions ont été arrêtés et portent respectivement sur 87.000 et 400.000 actions gratuites.

Les bénéficiaires du premier plan deviendront actionnaires de la société au terme d'une période d'acquisition venant à échéance respectivement le 31 décembre 2011.

Les 400.000 actions gratuites, relative au deuxième plan, se répartissent par fraction de 100.000 actions par année sous condition de la présence du bénéficiaire au 31 décembre 2010 pour la première fois et pour les années suivantes à concurrence de 50.000 sous condition de présence au 31 décembre et de 50.000 actions sous condition de réalisation des objectifs de performance.

Note 24 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

En milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
Engagements pour l'acquisition de biens immobiliers	-	-
Engagements pour l'acquisition d'autres immobilisations	-	-
Garanties	877	769
Effets escomptés non échus	-	-
Autres		
TOTAL	877	769

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2011

RBA SA
5, rue de Prony
75017 Paris

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

KEYRUS

Société Anonyme
155, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte, décrit dans la note 3 « Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations » de l'annexe, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, situation qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2010. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 14 septembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Soly BENZAQUEN

Joël ASSAYAH

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris le 14 septembre 2011

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général